

En Allemagne, une social-démocratie puissante, articulant partis et syndicats dans une structure fédérale. Au Royaume-Uni, un libéralisme atténué par la défense rigoureuse des droits civils et la tradition des *gentlemen agreements*. En Belgique, une culture du compromis débouchant sur la coexistence d'un État faible, d'un mouvement social dynamique et d'institutions respectées au-delà des convictions partisans. C'est peu dire que cette culture fut longtemps l'une des chevilles ouvrières de la construction européenne. Elle est désormais caduque, comme le sont les autres réponses strictement nationales.

Paradoxalement pourtant, cette crise a eu un avantage important : elle a permis de mettre au jour les contradictions qui n'ont cessé de traverser une telle construction collective. En pratique, celle-ci présentait en effet plusieurs faiblesses : elle avait tendance à mettre tous les compromis sur le même plan ; elle supposait l'adhésion du plus grand nombre, tout particulièrement au sein de la classe moyenne, de part et d'autre de la frontière linguistique ; elle s'adosait à une démocratie nationale. Examinons brièvement ces difficultés, avant d'envisager des scénarios possibles.

N-VA ou pas, une chose est sûre : tous les compromis ne se valent pas. L'échec relatif du dernier accord interprofessionnel (son rejet par la FGTB et une partie de la base de la CSC) est beaucoup plus grave que le sempiternel débat sur l'avenir des « communes à facilités ». À force de vouloir tenir tous les bouts, on finit par diluer l'essentiel dans le détail. Les francophones feraient bien de s'en aviser, surtout à un moment où les négociations sont susceptibles d'entrer dans une phase cruciale.

Crise de la classe moyenne... Les années trente sont là, comme une ombre récurrente. Le nationalisme se nourrit d'une classe moyenne en mal de sens. C'est le cas sur une grande partie du continent européen : faute d'avoir pu se renouveler, le compromis social-démocrate a abandonné les classes moyennes à un capitalisme sans vergogne, tandis que les milieux populaires et alternatifs peinent à inventer des formes d'expression supranationales. C'est tout particulièrement vrai en Belgique : la N-VA est le produit de cette instabilité identitaire, à laquelle ce parti offre une réponse à la fois simpliste et infaisable, sans rapport avec le mal qui ronge la société belge. Celle-ci a besoin de faire à nouveau confiance en ses élites et, surtout, de savoir que la génération qui vient pourra bénéficier de conditions de travail et de vie à la hauteur de la génération précédente — et ce, sur l'ensemble du territoire. Mais en même temps, elle n'y croit plus. Du coup, la partie flamande se replie sur des acquis communautaires ou régionaux, à défaut de voir plus loin.

Quant à la « forme nationale » de la démocratie, la globalisation économique en a brutalement fait une figure politique du passé — ou, à tout le moins, un mode d'organisation largement insuffisant pour faire face aux défis contemporains. Or la globalisation est par définition le parti de l'anticompromis. Les marchés sont des acteurs sans visage ni ancrage. En l'absence d'un gouvernement mondial capable de les réinscrire dans un tissu social planétaire, ils se dérobent à l'exigence du face-à-face. Ils poussent à un écartèlement de l'action politique, entre G20 et alterglobalisation. Ils récusent le principe même de la négociation.